

CECILE BOURREAU-DUBOIS

Université de Lorraine - Faculté de droit, sciences économiques et gestion
Bureau d'Economie Théorique et Appliquée (BETA) UMR CNRS 7522

(octobre 2023)

Coordonnées professionnelles

Faculté de droit, sciences économiques et de gestion
13 place Carnot, 54 035 Nancy cedex
Tél : 03 72 74 20 77
e-mail: cecile.dubois@univ-lorraine.fr
compte orcid: [0000-0001-8748-9272](https://orcid.org/0000-0001-8748-9272)

STATUTS

2015- : Professeur des universités à l'Université de Lorraine
2012-2013 : En congé recherche et reconversion thématique (CRCT de 6 mois) au BETA
1999-2015: Maître de conférences en sciences économiques à l'Université Nancy 2 puis à l'Université de Lorraine
1997-1999 : ATER en sciences économiques à l'université Nancy 2
1994-1997 : Allocataire moniteur normalien à l'université Nancy 2
1990-1994 : Elève fonctionnaire stagiaire à l'Ecole Normale Supérieure de Cachan, Section Sciences économiques et sociales (D3)

DISTINCTIONS ET PROMOTIONS

2022 : Prime RIPEC pour les 3 volets
2021 : Professeur 1^{ère} classe (CAR UL)
2015 : Qualification aux fonctions de professeur des universités au titre de la procédure 46-1, 5^e section du CNU
2013 : Nommée Maître de Conférences HC (CNU, 5^e section)
2012 : Qualification aux fonctions de professeur des universités au titre de la procédure 46-3, 5^e section du CNU
1999 : Prix de thèse Jacques Tymen, décerné par l'Association d'Economie Sociale
1993 : Reçue major au concours de l'agrégation externe de sciences sociales

FORMATION ET TITRES UNIVERSITAIRES

2009 : Habilitation à diriger des recherches, Univ. Nancy 2 (garant : Pr JC Ray), intitulée « Interventions publiques vis-à-vis des populations vulnérables : entre équité et efficacité », 86 pages.
Jury : J. Wittwer (U. Paris Dauphine, rapporteur), B. Gazier (U. Paris 1, rapporteur), B. Deffains (U. Paris Ouest Nanterre), P. Morin (U. de Metz, rapporteur), M. Gadreau (U. de Bourgogne) ; H. Nogues (U. de Nantes)
1998 : Doctorat de sciences économiques, Univ. Nancy 2, sous la direction du Pr. Jean Claude Ray, intitulé « Analyse microéconomique de la dynamique de participation aux revenus minima : la question des enchaînements », Doctorat de sciences économiques, 387 pages.
Jury : J.C. Ray (U. Nancy 2, Directeur); E. Brousseau (U. Nancy 2); B. Gazier (U. Paris 1, rapporteur), M. Dolle (CSERC), D. Bouget (U. de Nantes, rapporteur)
1994 : DEA « Histoire de la pensée économique et épistémologie », sous la direction du Pr B. Gazier (Univ. Paris 1)
1991-92 : Maîtrise d'économie et Maîtrise de sociologie (U. Paris X)
1990-91 : Licence d'économie et Licence de sociologie (U. Paris X)
1990 : Entrée à l'Ecole Normale Supérieure de Cachan (1990-1994) - option D3 (Sciences sociales)

RESPONSABILITES EXTERIEURES

2023- : Directrice du Programme Prioritaire de Recherche sur l'Autonomie (depuis 01/09/23)-[lien](#)

2022-2023 : Présidente d'un comité ANR

2021-2022 : Vice Présidente d'un comité ANR

2015-2019 : Membre du jury du concours de l'agrégation interne de sciences sociales du 2nd degré

RESPONSABILITES ADMINISTRATIVES DANS DES CONSEILS UNIVERSITAIRES

2019-2023 : Vice-Doyen de la Faculté de droit, sciences économiques et de gestion

2018- : Membre élue du Conseil de Faculté (composante FDSEG de l'Université Lorraine)

2018- : Membre élue (suppléante) du Conseil de laboratoire du BETA

2017-2022 : Membre élue du Collegium « Droit-economie-gestion » (Université de Lorraine)

2014-2018 : Membre nommée du Conseil de l'Ecole Doctorale des Sciences juridiques, politiques, économiques et de gestion de l'Université de Lorraine

2008-2011 : Membre élue (titulaire) du Conseil de laboratoire du BETA

2005-2008 : Membre élue au CEVU de l'Université de Nancy 2

2007-2008 : Membre nommée au Conseil de la recherche de Nancy Université

2005-2010 : Membre nommée, pour le compte du Campus Carnot-Ravinelle, du CA du Service Commun d'Enseignement des Langues Vivantes de l'Université Nancy 2

RESPONSABILITES COLLECTIVES AU SEIN DE L'INSTITUTION UNIVERSITAIRE

○ Membre de la commission RIPEC pour la campagne 2023

○ Membre un comité d'audition à l'Université de Lorraine dans le cadre de la campagne de repyramidage 2022-2023

○ Présidente de deux comités d'audition à l'Université de Lorraine dans le cadre de la campagne de repyramidage 2021 -2022 ;

○ Membre du groupe de travail « avancement de grade » porté par la VP Ressources humaines (2022)

○ Membre du jury de concours pour l'attribution des allocations doctorales de l'ED SJPEG (sept 2022)

○ Responsable du département d'économie de la Faculté de droit, sciences économiques et de gestion de Nancy (octobre 2016-octobre 2021)

○ Présidente de comités de sélection pour le recrutement d'un enseignant chercheur pour le compte de l'Université de Lorraine (MCF 5^e section, 2019, 2022 et PR 5^e section 2016, 2018),

○ Coordinatrice de la commission de recrutement des ATER en section 05 pour le compte de la Faculté de droit, sciences économiques et de gestion de Nancy, l'UFR DEA de Metz, l'ISAM-IAE de Nancy, 2017-2021

○ Membre de comité de sélection pour le recrutement d'un enseignant-chercheur à l'Université de Lorraine (MCF 17^e section, 2017 ; MCF 5^e section, 2018, PR 5^e section, 2021), de l'Université de Saint Etienne (MCF 2^e section, 2014)

RESPONSABILITES PEDAGOGIQUES

2021- : coresponsable du M2 Economie de la régulation des marchés (Mention EEM), FDSEG

2010-2011 et 2013 -2020: Responsable du master MEEF parcours Sciences économiques et sociales (préparation au capes de SES) pour le compte de l'ESPE de l'Université de Lorraine

2009-2012 : Responsable du Master 2 « Chargé d'études économiques en politiques sociales et de santé » de la Faculté de Droit, sciences économiques et de gestion de Nancy (2009-2012)

2009-2012 : Responsable du M1 Economie et Gestion d'entreprise, parcours « analyse et politiques économiques »

2004-2010 : Responsable de la préparation au CAPES de Sciences économiques et sociales à l'IUFM de Nancy pour le compte de l'UFR AES

2000-2004 : Responsable de la licence sciences économiques option EGE

ACTIVITES D'ENSEIGNEMENT

Environ 200HETD/an

Domaines d'enseignement

- Economie des politiques sociales (protection sociale, politiques de l'emploi, politiques de lutte contre la pauvreté) et économie du travail
- Economie générale (démographie, politique économique, économie européenne)

ACTIVITES DE RECHERCHE

Thèmes de recherche

- Economie du droit de la famille (divorce); production de base de décisions de justice; analyse des décisions des juges en matière de divorce
- Economie des politiques sociales (dépendance des personnes âgées); économie de la demande d'aide formelle

Travaux en cours

- Les déterminants des montants de prestation compensatoire fixés par les JAF dans les affaires de divorce (avec Myriam Doriat-Duban, Jean Claude Ray, Bruno Jeandidier et Agnès Gramain)
- Justice et plateformes juridiques (avec Myriam Doriat-Duban et Bruno Deffains)

Direction de projets de recherche

- 7 directions ou co-directions scientifique de projets de recherche ayant donné lieu à un financement national dans le domaine de l'économie du droit de la famille et de l'économie de la dépendance

Synthèse des publications

Nombre de publications par type et domaine de recherche (selon classement thématique du CNRS)

type de publication	Domaines de recherche							total
	Droit	Eco du droit	Eco. du travail et de la population	Eco. de la santé	Eco. publique	autres	Général	
revue rang 1 CNRS		1						1
revue rang 2 CNRS		2	1				2	5
revue rang 3 CNRS		1				1	3	5
revue rang 4 CNRS			2		1			3
revues hors classement CNRS	4					3	1	8
chap. d'ouvrages/encyclopedie	5	3	10					18
Autres articles/vulgarisation	6					4		10
Working paper		2	5	3				10
total	15	9	18	3	1	8	6	60

CV détaillé

Publications	p.4
Activités de recherche	p.8
Activités d'expertise.....	p.10
Activités d'enseignement	p.14

PUBLICATIONS

Articles dans des revues à comité de lecture

o Classement CNRS, section 37 (Economie / Gestion)

(CNRS-37: CAT 01)

- [A1] BOURREAU-DUBOIS C., DORIAT-DUBAN M., JEANDIDIER B., RAY J-C. (2020), « Does Gender Diversity in Panels of Judges Matter? Evidence from French Child Support Cases », *International Review of Law Economics*, Volume 63, <https://doi.org/10.1016/j.irle.2020.105929>

(CNRS-37: CAT 02)

- [A2] BOURREAU-DUBOIS C., DORIAT-DUBAN M., JEANDIDIER B., RAY J-C. (2022), « Do child support guidelines result in lower inter-judge disparity? The case of the French advisory child support guidelines », *European journal of law and economics*, publié en ligne en septembre 2022 <https://doi.org/10.1007/s10657-022-09749-2>

- [A3] BOURREAU-DUBOIS C., DEFFAINS B., DORIAT-DUBAN M., JEANDIDIER B. (2021), « Les barèmes, outils d'aide à la décision pour les justiciables et les juges », *Revue d'économie politique*, 31(2), pp. 199-222. <https://doi.org/10.3917/redp.312.0031>

- [A4] BOURREAU-DUBOIS C., DORIAT-DUBAN M. (2016), « La couverture des coûts du divorce : le rôle de la famille, de l'Etat et du marché », *Population*, 2016/3 Vol. 71, pp. 489 à 512 <https://doi.org/10.3917/popu.1603.0489>

- [A5] BOURREAU-DUBOIS C., DORIAT-DUBAN M., RAY J.C. (2012), « Child support order: how do judges decide without guidelines? Evidence from France », *European journal of law and economics* (published online 28 November 2012), 38(3) 2014, pp. 431-452. <https://doi.org/10.1007/s10657-012-9368-6>

- [A6] BOURREAU-DUBOIS C., DORIAT-DUBAN M., RAY J.C. (2006), « Caractéristiques du juge et décisions en matière de pensions alimentaires. Une étude à partir des données expérimentales », *Revue Économique*, 2006, Vol. 57, n°3, pp. 563-572. <https://doi.org/10.3917/reco.573.0563>

(CNRS-37: CAT 03)

- [A7] BOURREAU-DUBOIS C., DORIAT-DUBAN M. (2015), « Law and Economics of Alimony: Marriage or Divorce? ». *History of Economic Ideas*, 2015, vol. XXIII, Issue 3, p. 147-166.

- [A8] BOURREAU-DUBOIS C., DORIAT-DUBAN M., (2013), « The economic grounds of alimony: Evidence from French divorce court decisions », *Journal of Legal Economics*, 19(2), pp.1-23 (CAT 03 en 2013)

- [A9] BOURREAU-DUBOIS C., JEANDIDIER B (2013), « Que peut-on attendre de la mise en place d'un barème de pension alimentaire ? », *Revue Française d'Économie*, vol.27, avril 2013, pp .213-245 <https://doi.org/10.3917/rfe.124.0213>.

- [A10] BOURREAU-DUBOIS C., CHOPARD B., ZIANE Y. (2010), « Analyse du traitement du surendettement des particuliers », *Revue française d'économie*, vol. 25(3), janvier 2010, pp. 3-37. <https://doi.org/10.3917/rfe.103.0003>

- [A11] BOURREAU-DUBOIS C., GUILLOT O., JANKELIOWITCH-LAVAL E., (2001), « Le travail à temps partiel féminin et ses déterminants », *Économie et Statistique*, n°349-350, 2001 – 9/10, pp. 41-62. <https://doi.org/10.3406/caf.2016.3169>

- [A12] BOURREAU-DUBOIS C., DORIAT-DUBAN M. (2011) « Analyse économique de la prestation compensatoire : entre logique redistributive et logique réparatrice », *Economie publique*, n°26-27-2011/1-2, pp. 193-218. <https://doi.org/10.4000/economiepublique.8773>
- [A13] BOURREAU-DUBOIS C., CHAUPAIN GUILLOT S., GUILLOT O. (2011), « L'impact du risque prud'homal sur le recours aux CDD : une analyse à partir des DMMO », *Travail et Emploi*, N°126, avril-juin 2011, pp.5-16 <https://doi.org/10.4000/travailemloi.5143>
- [A14] BOURREAU-DUBOIS C., DEFFAINS B. (2009), « Economie et droit du travail : des discours concurrents mais non rivaux », *Travail et Emploi*, n° 120, octobre-décembre 2009, pp. 9-16. <https://doi.org/10.4000/travailemloi.1631>

o *Hors Classement CNRS ou HCERES en Économie ou Classement dans d'autres disciplines*

-Revue internationale

- [B1] BOURREAU-DUBOIS C., DORIAT-DUBAN M. (2016), « Quand l'économie renouvelle le droit: L'exemple de la justification de l'obligation alimentaire envers l'ex-époux en cas de divorce ». *Canadian Journal of Law and Society / La Revue Canadienne Droit et Société*, 2016, vol. 31, issue 2, Numéro spécial, p. 203-217. <https://doi.org/10.1017/cls.2016.15>
- [B2] DORIAT-DUBAN M, BOURREAU-DUBOIS C. (2016), « L'analyse économique des conflits financés par des tiers », *STUDIA OECONOMICA POSNANIENSIA*, vol.4, numéro 3/2016.
- [B3] BOURREAU-DUBOIS C., JEANDIDIER B., SAYN I. (2016), « Introduction. Les transferts économiques entre ex-époux à la suite du divorce : logiques alimentaire, compensatoire, indemnitaire ? ». *Canadian Journal of Law and Society / La Revue Canadienne Droit et Société*, 2016, vol. 31, issue 2, Numéro spécial, p. 135-138. <https://doi.org/10.1017/cls.2016.22>
- [B4] BOURREAU-DUBOIS C., DORIAT-DUBAN M. (2015), « Le divorce : un risque assurable ? ». *Assurance et gestion des risques/Insurance and Risk Management Journal*, 2015, vol. 82, no.1-2, p. 11-31.

-Revue nationale

- [B5] BOURREAU-DUBOIS C., DORIAT-DUBAN M., JEANDIDIER B., (2015), « La prestation compensatoire et la pension alimentaire pour enfant. L'apport de l'analyse économique ». *Les cahiers de la Justice*, 2015/2, p. 251-264. [HCERES-Droit] <https://doi.org/10.3917/cdlj.1502.0249>
- [B6] SAYN I., JEANDIDIER B., BOURREAU-DUBOIS C., (2012) « Les enjeux d'une table de référence pour fixer la contribution à l'entretien et l'éducation de l'enfant », *Les cahiers de la Justice*, 2012/1, pp. 141-158. [HCERES-Droit] <https://doi.org/10.3917/cdlj.1201.0143>
- [B7] JEANDIDIER B., SAYN I., BOURREAU-DUBOIS C. (2012) « Séparation des parents et contribution à l'entretien et l'éducation de l'enfant. Une évaluation du barème pour la fixation du montant de la pension alimentaire », *Politiques Sociales et Familiales*, n°107, mars 2012, pp. 23-39 <https://doi.org/10.3406/caf.2006.2207>
- [B8] BOURREAU-DUBOIS C., JEANDIDIER B., DEFFAINS B. (2005), « Un barème de pension alimentaire pour l'entretien des enfants en cas de divorce », *Revue Française des Affaires Sociales*, n° 4-2005, pp. 101-132. [HCERES-sociologie] <https://doi.org/10.3917/rfas.054.0101>

Direction d'ouvrage ou de numéro spécial

- [C1] SAYN I., BOURREAU-DUBOIS C. (2018), *Le traitement juridique des conséquences économiques du divorce. Une approche économique, sociologique et juridique de la prestation compensatoire*, Ed. Bruylant, Bruxelles, 221 pages.
- [C2] BOURREAU-DUBOIS C, JEANDIDIER B. (2006), « Économie sociale et Droit. *Économie et droit du travail* », tome 1, Éditions L'Harmattan, 403 p. et « Économie sociale et Droit. *Économie sociale et solidaire, famille et éducation, protection sociale* », tome 2, Éditions L'Harmattan, 413 p

- [C3] SAYN I., BOURREAU-DUBOIS C. (2016), « Les transferts économiques entre ex-époux à la suite du divorce : logiques alimentaire, compensatoire, indemnitaire ? », *Canadian Journal of Law and Society / La Revue Canadienne Droit et Société*, 2016, vol. 31, issue 2, Numéro spécial, p. 135-138.

Chapitres d'ouvrages ou articles d'encyclopédie

- [D1] SAYN I., BOURREAU-DUBOIS C., (2018), « Trois modèles de justification de la prestation compensatoire » In SAYN I., BOURREAU-DUBOIS C. *Le traitement juridique des conséquences économiques du divorce. Une approche économique, sociologique et juridique de la prestation compensatoire*, Ed. Bruylant, Bruxelles, pp. 165-179
- [D2] BOURREAU-DUBOIS C., DORIAT- DUBAN M. (2018), « Une analyse économique de la prestation compensatoire », In SAYN I., BOURREAU-DUBOIS C. *Le traitement juridique des conséquences économiques du divorce. Une approche économique, sociologique et juridique de la prestation compensatoire*, Ed. Bruylant, Bruxelles, pp.51-70
- [D3] JEANDIDIER B., BOURREAU-DUBOIS C., MANSUY J., (2018), « Les enjeux redistributifs de la prestation compensatoire : une analyse statistique de 5 000 décisions de divorce », In SAYN I., BOURREAU-DUBOIS C. In *Le traitement juridique des conséquences économiques du divorce. Une approche économique, sociologique et juridique de la prestation compensatoire*, Ed. Bruylant, Bruxelles, pp.127-150.
- [D4] BOURREAU-DUBOIS C., DORIAT-DUBAN M. (2017), « Alimony », *Encyclopedia of Law and Economics*. doi:10.1007/978-1-4614-7883-6_680-1
- [D5] JEANDIDIER B., BOURREAU-DUBOIS C., (2014) « Équité et barème de pension alimentaire pour enfants : une approche économique », in *Le droit mis en barèmes ?* (dir. I. Sayn), Ed. Dalloz, pp. 25-35.
- [D6] JEANDIDIER B., MANSUY J., BOURREAU-DUBOIS C. (2013), « Accès à la justice et aide juridictionnelle lors de divorces contentieux », in DEFALVARD H., L'HORTY Y. LEGENDRE F., NARCY M., *Les nouvelles frontières de l'économie sociale et solidaire*, Ed. Presses Universitaires de Louvain, pp. 454-471.
- [D7] BOURREAU-DUBOIS C., DORIAT-DUBAN M., JEANDIDIER B., (2009), « Economie du droit du divorce », in *Analyse économique du droit. Principes, méthodes, résultats*, Bruno Deffains et Eric Langlais (dir), Éditions De Boeck.
- [D8] BOURREAU-DUBOIS C., CHAUPAIN-GUILLOT S., GUILLOT O. (2009), « Risque prud'homal et recours aux CDD : une analyse des comportements d'embauche à partir des DMMO », in *Emploi et Politiques sociales. Trajectoires d'emploi et rémunérations*, Thomas Barnay et François Legendre (dir.), Éditions L'Harmattan, tome 2, pp. 79-90
- [D9] BOURREAU-DUBOIS C, JEANDIDIER B. (2006), « Économie sociale et droit », in *Économie sociale et Droit. Économie et droit du travail*, C. Bourreau-Dubois et B. Jeandidier (dir.), Éditions L'Harmattan, pp. 9-27.
- [D10] JEANDIDIER B., BOURREAU-DUBOIS C (2005b), « Pauvreté des enfants et structures familiales: familles nombreuses, familles monoparentales, enfants de parents divorcés », in *La famille, une affaire publique*, M. GODET et É. SULLEROT (rapporteurs), Rapport du Conseil d'Analyse Économique, n° 57, La Documentation Française, pp 337-388.
- [D11] JEANDIDIER B., BOURREAU-DUBOIS C (2005a), « Les conséquences microéconomiques de la désunion », in *L'Économie du vieillissement*, J. WITWER, M-E. JOEL (eds), Éditions L'Harmattan, tome 2, pp.335-351.
- [D12] BOURREAU-DUBOIS C., JEANDIDIER B. (2004a), « Un barème pour des pensions alimentaires plus efficaces », in *Famille et solidarité*, D. GIRARD (ed), Éditions L'Harmattan, tome1, pp.63-80.
- [D13] BOURREAU-DUBOIS C., JEANDIDIER B. ET BERGER F. (2004a), « Dynamique de pauvreté, événements matrimoniaux et événements d'emploi en Europe : y a-t-il une différence entre les hommes et les femmes ? », in *Genre et données longitudinales, XI^e Journées d'analyse longitudinales du marché du travail*, A. DEGENNE et alii (eds), Relief.4 Échanges du Céreq, mai, pp. 9-19.

- [D14] BOURREAU-DUBOIS C., BUCHET D., KHELIFI O., MARTIN-SAINT-LEON D., SERVERIN E. (2002) « Dimensions économiques des barèmes de fixation des pensions alimentaires pour enfants » In **Un barème pour les pensions alimentaires ?**, I. SAYN (dir.), Mission de Recherche Droit et Justice, La documentation Française, pp. 155-203.
- [D15] BOURREAU-DUBOIS C. (2002), « La couverture maladie universelle crée-t-elle des trappes à pauvreté? », in J.-M DUPUIS. *et alii* (eds), **Politiques sociales et croissance économique**, Éditions L'Harmattan, pp. 181-194.
- [D16] BOURREAU-DUBOIS C., JEANDIDIER B. (2000), « Dans quelle mesure les événements d'emploi et les événements familiaux peuvent-ils expliquer les transitions individuelles de pauvreté? », in **Trajectoires d'emploi et conditions d'existence des individus**, H. BERTRAND et alii (eds), Documents n°148, 2000, Série séminaire, Nancy : Céreq, pp. 45-59.
- [D17] BOURREAU C. (1998), « Évaluation des enchaînements de revenus minima à partir de l'exploitation du panel des ménages lorrains », in **Les politiques sociales catégorielles. Fondements, portée et limites**, P. MEHAUT et P. MOSSE (eds.), Éditions L'Harmattan, Collection Logiques Économiques, tome 2, pp. 223-240.
- [D18] BOURREAU C. (1996), « L'analyse des phénomènes d'enchaînement entre minima sociaux : apports et limites de la théorie de la prospection », in **Politiques sociales en Europe**, Maurice BASLE (dir), Rennes, Université de Rennes 1, tome 2, pp. 549-568.

Autres revues et supports

Revues juridiques

- [E1] BOURREAU-DUBOIS C., (2018), «La barémisation de la justice : les apports de l'analyse économique », **Revue Justice Actualités** n° 19, juillet (revue en ligne sur l'intranet de l'ENM)
- [E2] SAYN I., JEANDIDIER B., BOURREAU-DUBOIS C., (2012), « La fixation du montant des pensions alimentaires : des pratiques et un barème », **Infostat Justice**, n° 116, février 2012, 8 pages.
- [E3] BOURREAU-DUBOIS C. (2010), « Les fondements économiques de la table de référence », **Actualité Juridique Famille**, n°11-2010, pp. 460-463.
- [E4] BOURREAU-DUBOIS C., SAYN I (2010), « Présentation de la table de référence pour fixer le montant de la contribution à l'entretien et à l'éducation de l'enfant », **Actualité juridique Famille**, n°11-2010, pp. 458-459
- [E5] BOURREAU-DUBOIS C. (2010), « Une table de référence pour fixer le montant de la contribution à l'entretien et à l'éducation des enfants. Analyse économique », **Droit de la famille**, n°3, mars 2010, pp. 16-19.
- [E6] BARDOUT J.C., BOURREAU-DUBOIS C., SAYN I. (2010), « Une table de référence pour fixer le montant de la contribution à l'entretien et à l'éducation des enfants. Présentation générale », **Droit de la famille**, n°3, mars 2010, pp. 7-9.

Working paper

- [E7] BOURREAU-DUBOIS C., DORIAT-DUBAN M., JEANDIDIER B., RAY J.-C., (2020), "Do sentencing guidelines result in lower inter-judge disparity? Evidence from a framed field experiment", **Document de travail du BETA**, n° 2020-28., 22 p / Version révisée N°2021-17.
- [E8] JEANDIDIER B, BOURREAU-DUBOIS C., RAY J.-C., DORIAT-DUBAN M. (2016), « Does Gender Matter in the Civil Law Judiciary? Evidence from French Child Support Court Decisions », **Document de travail du BETA**, n° 2016-55, 30 p
- [E9] BOURREAU-DUBOIS C., GRAMAIN A., LIM H., ROQUEBERT Q, XING J. (2015) « Les déterminants du volume d'aide professionnelle pour les bénéficiaires de l'APA à domicile : le rôle du reste à charge », **Collection Notes Modapa** N° 1, 2014, HAL Id: hal-01085999, <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01085999v5>
- [E10] BOURREAU-DUBOIS C., GRAMAIN A., LIM H., XING J. (2014) « Impact du reste à charge sur le volume d'heures d'aide à domicile utilisé par les bénéficiaires de l'APA », **Document de travail du BETA**, n° 2014-07, 26 p

- [E11] BOURREAU-DUBOIS C., GRAMAIN A., (2014) « La solvabilisation des plans d'aide APA comme outil décentralisé d'assurance et de redistribution », **Document de travail du BETA**, n° 2014-08, 15 p
- [E12] JEANDIDIER B., BOURREAU-DUBOIS C., (2013) « Une analyse économique des effets d'un barème de pension alimentaire pour enfants : une approche en termes d'équité et d'efficacité », **Document de travail du BETA**, n° 2013-10, 21 p
- [E13] BOURREAU-DUBOIS C., JEANDIDIER B., DEFFAINS B. (2006), « Un barème de pension alimentaire pour l'entretien des enfants en cas de divorce en France ». **Document PSELL**, n° 154, Ed. CEPS, Luxembourg, juillet, 40 p. <http://www.ceps.lu/pdf/3/art1139.pdf>
- [E14] BOURREAU-DUBOIS C., JEANDIDIER B., (2005), « Les conséquences microéconomiques de la désunion? », **Document PSELL**, n° 148, Ed. CEPS, Luxembourg, novembre, 24 p. <http://www.ceps.lu/pdf/3/art1074.pdf>
- [E15] BOURREAU-DUBOIS C., JEANDIDIER B., BERGER F. (2004), « Dynamique de pauvreté, événements matrimoniaux et événements d'emploi en Europe : y a-t-il une différence entre les hommes et les femmes? », **Document PSELL**, n° 141, Éd. CEPS, Luxembourg, juillet, 44 p., <http://www.ceps.lu/pdf/3/art1005.pdf>
- [E16] JEANDIDIER B., BOURREAU-DUBOIS C. (2000), « Transitions de pauvreté monétaire et événements d'emploi ou de vie familiale », **Les Cahiers de recherche de l'ADEPS**, n°24, 35 pages.

Revues grand public -Media

- [E17] BOURREAU-DUBOIS C., DORIAT- DUBAN M. (2017), « Les ruptures conjugales : un coût élevé pour les femmes », **Revue réalités familiales**, n°118-119.
- [E18] BOURREAU-DUBOIS C., SAYN I. (2016), « Divorce : faut-il supprimer la prestation compensatoire alors que les femmes françaises ont largement conquis le marché du travail? ». **Atlantico.fr** [Ressource électronique], 2016, Propos recueillis par Thomas Gorriz. Disponible à l'adresse : <http://www.atlantico.fr/decryptage/divorce-supprimer-prestation-compensatoire-femmes-francaises-conquis-marche-travail-isabelle-sayn-cecile-dubois-2854575.html>
- [E19] BOURREAU-DUBOIS C., SAYN I. (2016), « Faut-il supprimer la prestation compensatoire? ». **CNRS Le journal** [ressource électronique], Billet du 07.10.2016. Disponible à l'adresse : <https://lejournal.cnrs.fr/billets/faut-il-maintenir-la-prestation-compensatoire>
- [E20] ZIANE Y., CHOPARD B., BOURREAU-DUBOIS C. (2010), « Procédures de rétablissement personnel. Une meilleure harmonisation est nécessaire », **Banque et Stratégie**, n°283, juillet-aout 2010, pp. 33-38.

ACTIVITES DE RECHERCHE

- DIRECTIONS DE PROJETS DE RECHERCHE (les principales)

2022-2024 : *Équité géographique et politiques décentralisées : normes et mesures en matière d'aide à l'autonomie des personnes âgées. (Projet Equidec)*

Equipe associée : Institut des politiques publiques (IPP)/PSE-École d'Économie de Paris

Financeur : Institut pour la Recherche en Santé Publique (IRESP)

Equipe : économistes (10 personnes)

2016-2019 : *La barémisation de la justice : l'apport de l'analyse économique du droit*

Equipe associée : CRED (U. Paris 2)

Financeur : Mission recherche droit et justice du Ministère de la Justice

Equipe pluridisciplinaire ; économistes et juristes (8 personnes)

2014-2019: *Impact des politiques publiques de financement de l'aide professionnelle à domicile sur la prise en charge des personnes âgées dépendantes (« projet Modapa »)*

Co-direction avec A. Gramain

Equipe associée : CES, Paris 1

Financier : ANR / IRESP

Equipes : 8 économistes

2012-2016: *Justifications et modalités des formes de compensation après divorce - COMPRES*

Co-direction avec I. Sayn

Equipe associée : CERCRID (CNRS/ U. Saint Etienne)

Financier : ANR (projet blanc) -

Equipe pluridisciplinaire : économistes, juristes, sociologues (20 personnes)

2009-2010: *Evaluation du modèle de calcul de la contribution à l'entretien et à l'éducation des enfants avant sa généralisation*

Co-direction avec I. Sayn

Equipe associée : CERCRID (CNRS/ U. Saint Etienne)

Financier : Mission Recherche « Droit et Justice » du Ministère de la Justice

Equipe pluridisciplinaire : économistes et juristes (6 personnes)

2005-2007 : *Analyse économique du droit du travail*

Co-direction avec B. Deffains

Financier : DARES (Ministère du travail).

Equipe : 9 économistes

2001-2003 : *Les obligations alimentaires vis-à-vis des enfants de parents divorcés : une analyse économique au service du droit*

Co-direction avec B. Deffains

Financier : Mission Recherche « Droit et Justice » du Ministère de la Justice et Mission Recherche (MiRe) du Ministère de l'Emploi et de la Solidarité

Equipe : 8 économistes

Porteur de 4 projets financés par la Région Lorraine entre 2006 et 2012 (*Analyse économique des modes de résolution des situations de surendettement des ménages dans le Grand Est (2006-2008)* ; *Faillite personnelle, une évaluation empirique et théorique du système légal français (2007-2009)* ; *Analyse économique des prestations compensatoires (2007-2009)* ; *Analyse économique du traitement du surendettement des particuliers (2010-12)*).

○ *PARTICIPATION A DES PROJETS DE RECHERCHE*

2022-2024 : membre du projet "Les outils d'aide à la décision facilitent-ils le règlement amiable des litiges ? Recherches empiriques en matière de réparation du dommage corporel" Financement par l'Institut des Etudes et de la Recherche Droit et Justice (dir. projet V. Rivollier, MCF en droit-privé au Centre de Recherche en droit Antoine Favre, Université Savoie Mont Blanc)

2020-2023 : membre du projet « Une analyse économique du marché des plateformes juridiques en ligne », financement Mission Recherche Droit et Justice (dir. projet Y. Gabuthy, PR en économie au Bureau d'études théoriques et appliquées de l'Université de Lorraine)

2010-2013 : "La prise en charge de la dépendance des personnes âgées : les dimensions territoriales de l'action publique".

Direction : A. Gramain

Financement : Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie et Ministère de la santé et des affaires sociales, dans le cadre de l'appel à projet permanent sur le handicap et la dépendance

2009-2011 : "De l'intérêt des critères d'éligibilité dans l'accès à la solidarité publique pour la prise en charge de la dépendance des personnes souffrant de la maladie d'Alzheimer".

Direction : A. Gramain

Financement : Fondation Médéric-Alzheimer

2007-2009, « Droit et Economie : le traitement théorique et économétrique du surendettement »

Direction : B. Chopard

Financement : ANR « DETTES »

○ ANIMATION DE LA RECHERCHE

2022 - : Membre du comité éditorial de la Revue Jurimétrie

2019 : Co-organisatrice avec A. Gramain du colloque de restitution Modapa « Analyse économique de la prise en charge de la dépendance », le 19 juin 2019, Paris

2015-2017 : Co-animatrice avec M. BATT (Prof. des univ. en Psychologie) de l'axe « Risque et citoyenneté » dans le cadre du programme en SHS ARIANE (CPER 2015-2020)

2016 : co-organisatrice avec I. SAYN du colloque de restitution de l'ANR-COMPRES au Ministère de la Justice, Octobre 2016

2014-2017 : co-organisatrice avec les représentants des doctorants du Conseil de l'école doctorale Sciences juridiques, politiques et de gestion de la journée des doctorants de l'Ecole Doctorale SJPEG de l'Université de Lorraine (« la rupture », 2014, « l'autorité », 2015, « le temps », 2016)

2014 : membre du comité scientifique de la 12^e conférence du réseau européen sociologique et démographique pour l'étude du divorce organisé par l'INED (Paris, 2-3 et 4 octobre 2014)

2010 : organisatrice de la journée d'études, « La mise en place d'un barème de calcul de pension alimentaire pour les enfants de parents séparés en France », 19 novembre 2010, Université Nancy2

2006 : coorganisatrice des XXVI^e journées de l'association d'économie sociale (Nancy, les 7 et 8 septembre 2006)

○ PARTICIPATION A JURY DE THESE

- Membre du jury (examinatrice) de la thèse de Oana Ionescu, « Réversibilité du stockage géologique des déchets radioactifs : la théorie des options réelles dans l'aide à la décision », thèse soutenue le 7 décembre 2011 (Jury : Spaeter-Loehrer (co-dir de la thèse), Héraud (co.dir de la thèse), Lasserre (rapporteur), Percebois (rapporteur), Bourreau-Dubois).

- Membre du jury (examinatrice) de la thèse de Wafa Toubi, « Assurance chômage optimale et stabilité de l'emploi », thèse soutenue le 29 novembre 2018, Nancy, (Jury : François Fontaine (dir. Thèse), Dominique Meurs (rapporteur), Franck Malherbet (rapporteur), Y. Gabuthy, F. Tripiet, C. Bourreau-Dubois)

- Membre du jury (examinatrice) de la thèse de Emilien Prost « Legitimacy and incentives in a hierarchical relationship », thèse soutenue le 5 juillet 2019, Nancy (jury : Yannick Gabuthy (dir thèse), Sandra Cavaco (rapporteur), Florian Englmaier, François Cochard (rapporteur), Pierre Henri Morand).

○ ENCADREMENT DE THESE

- **Steven LUNEL** : « Les inégalités interdépartementales dans l'accès à la solidarité publique des personnes dépendantes âgées : mesures, sources et équité », 2019-2020 (thèse non soutenue), allocation Lorraine Université d'Excellence, en co-direction (50%) avec A. GRAMAIN (Université de Lorraine)

- **Dylan MARTIN** : « La régulation de la profession médicale en France » (2016-), allocation Ecole Normale Supérieure- thèse soutenue le 6 novembre 2020, en co-direction (50%) avec S. HARNAY (Université Paris X), post doc EHESP (Rennes)

- **Julie FAVROT** « Une analyse économique des coûts privés et sociaux du divorce : une étude appliquée au cas français », 2013-2018 (thèse non soutenue), contrat doctoral Université de Lorraine, en co-direction (50%) avec M. DORIAT-DUBAN (Université de Lorraine)

- *PARTICIPATION A DES GROUPES DE TRAVAIL, RESEAUX*

- Membre du comité scientifique de l'Association d'Economie Sociale (2006-2018), secrétaire générale, co-organisatrice des Journées annuelles et éditrice des Actes en 2006, Présidente en 2007
- Membre de l'Association Française d'Economie du Droit (membre du conseil d'administration de l'AFED depuis octobre 2022)
- Membre du groupe MODAPA (<http://www.modapa.cnrs.fr/>) (
- Participation au groupe de travail mettant en place le protocole de l'enquête « Étude longitudinale française depuis l'enfance » (ELFE) (2005-2008)
- Membre du réseau COST A15 "Reforming Social Protection Systems in Europe" (2002-2004)

ACTIVITES D'EXPERTISE

- *EXPERTISE AUPRES D'INSTITUTIONS NATIONALES*

- 2023- : Membre du Conseil scientifique de l'Institut des Etudes et de la Recherche sur le Droit et la Justice (IERDJ)
- 2022 - : Membre du Conseil scientifique du PPR autonomie, dirigé par Claude Martin.
- 2022-2023 : Présidente d'un comité d'expertise scientifique de l'ANR
- 2021-22 : Vice-présidente d'un comité d'expertise scientifique de l'ANR
- 2017- : Membre du Conseil scientifique de la Caisse Nationale des Allocations Familiales
- 2015-2016 : Membre puis rapporteur du groupe de travail CNIS « Ruptures familiales », sous la direction de Claude Thélot

- *EXPERTISE DANS LE CHAMP DE LA MISE EN ŒUVRE DES REGLES DU DROIT DE LA FAMILLE EN CAS DE DIVORCE*

- 2019 : interventions données les 6 mars et 4 novembre dans le cadre de la formation continue des juges aux affaires familiales à l'ENM à Paris
- 2018 : intervention donnée le 7 octobre devant les juges aux affaires familiales du ressort de la Cour d'appel de Douai
- 2017 : intervention donnée le 26 janvier 2017 aux 13e Etats généraux du droit de la famille et du patrimoine – Maison de la Chimie- Paris
- 2016 : audition le 17 juin 2016 devant la Mission d'inspection interministérielle – IGAF, IGF, IGSJ sur la mise en place d'une agence de recouvrement des pensions alimentaires
- 2010 : note d'expertise, avec J.C. Bardout et I. Sayn, "Les fondements économiques de la table de référence" et « Evaluation des conséquences économiques de la table de référence »
- 2010 : production d'une table de référence pour calcul de la contribution à l'entretien et à l'éducation des enfants (avec I. SAYN et J.C. BARDOUT) pour le compte du Ministère de la Justice : http://www.justice.gouv.fr/art_pix/table_pa_20100715.pdf
- 2008-2009 : expertise auprès du Ministère de la Justice pour l'élaboration d'un barème pour la fixation de la contribution à l'entretien et à l'éducation des enfants
- 2000-2001 : participation au groupe de travail chargé par la Mission de recherche Droit et Justice d'étudier la faisabilité de la mise en place d'un barème indicatif pour la fixation de pensions alimentaires.

- *AUTRES*

- Expertise pour le compte du Comité Régional Olympique et sportif de Lorraine et de la Direction Régionale de la Jeunesse, des sports et de la Cohésion sociale de Lorraine (« Analyse des parcours d'excellence sportive (PES) en Lorraine et préconisations pour une évaluation du double projet, avec B. Jeandier, J. Mansuy et G. Muller, 104 pages, 2015)

- Expertise auprès du comité d'évaluation et de valorisation du programme de recherche « Gouvernance de la protection sociale », de la MiRE (2009)

○ *Référé pour les revues* : Économie et Statistique, Revue Économique, Economie et Prévision, Revue française des affaires sociales, European Journal of Law and Economics, Revue de l'OFCE, Population, Journal of Empirical Legal Studies, Jurimétrie

COMMUNICATIONS (DEPUIS 2013)

○ COMMUNICATIONS INVITEES

(2022), « Les enjeux économiques du système de protection sociale français », Conférence donnée à l'invitation de l'Association Lorraine des Sciences, Nancy, 13 janvier 2022

(2020), « Barème de pension alimentaire et disparité des décisions : enseignements d'une expérimentation auprès des auditeurs de justice », Journée de restitution organisée par la Mission de recherche Droit et justice, Cour de Cassation (17 décembre 2020) <https://www.youtube.com/watch?v=dLSgxQ123Bo>

(2020), "Covering the costs of divorce", participation au séminaire organisé par l'IUSSP panel on Family Demography and Family Law, Montreal (web sessions entre octobre et décembre 2020)

○ COMMUNICATIONS EN COLLOQUE

- présentées en personne

(2020), « Do sentencing guidelines result in lower inter-judge disparity? Evidence from a framed field experiment (avec Myriam Doriat-Duban, Jean-Claude Ray et Bruno Jeandidier), Association française d'économie du droit (AFED), U. Paris 10. 15-16 octobre (web-conference) et Annual Conference of the European Association of Law and Economics (EALE), U. Paris 2, 24-25th septembre (web-conference).

(2019), « Les enjeux de la barémisation de la justice pour les justiciables et les juges » (avec B. Deffains, M. Doiat-Duban et B. Jeandidier), Association française d'économie du droit (AFED), U. Rennes 2. 10-11 octobre.

(2017), « Trois modèles de prestation compensatoire » (avec I. Sayn), Colloque ANR COMPRES, *Les conséquences économiques de la rupture, la prestation compensatoire en question*, Aubervilliers, 7 octobre 2016.

(2016) "Does Gender Matter in the Civil Law Judiciary? Evidence from French Child Support Court Decisions" (avec B. Jeandidier, Ray J-C ; M. Doriat-Duban), Association française d'économie du droit (AFED), U. Paris 2. 24-26 novembre.

(2016) "Does Gender Matter in the Civil Law Judiciary? Evidence from French Child Support Court Decisions" (avec B. Jeandidier, Ray J-C ; M. Doriat-Duban), Annual Conference of the European Association of Law and Economics (EALE), Bologne, 15-17 septembre.

(2016) "Does Gender Matter in the Civil Law Judiciary? Evidence from French Child Support Court Decisions" (avec B. Jeandidier, Ray J-C ; M. Doriat-Duban), First Conference on Empirical Legal Studies in Europe (CELSE), Amsterdam, 21-22 juin 2016

(2016), « Des comptes à régler en raison des conséquences économiques de la rupture », Colloque ANR COMPRES « Pourquoi et Comment régler les comptes au moment de la rupture ? », Saint-Etienne, 6 juin 2016.

(2016), « Le divorce : un nouveau risque social ? » (avec M. Doriat-Duban), 36e Journées de l'AES, Lille, 8 et 9 septembre.

(2016), « Le mariage est-il encore synonyme de protection pour les femmes en cas de divorce ? Le rôle de la prestation compensatoire » (avec B. Jeandidier et J. Mansuy), XIXe colloque international de l'AIDELF, Strasbourg, 21-24 juin, 16 p.

(2015) "Does Gender Matter in the Civil Law Judiciary? Evidence from French Child Support Court Decisions" (avec B. Jeandidier, Ray J-C ; M. Doriat-Duban), Association française de sciences économiques (AFSE), Rennes, 22-24 juin 2015

(2014), « The impact of alimony on the standard of living post-divorce: Evidence from French judicial data» (avec M. Doriat-Duban et J. Mansuy), 12th Conference of the European Network for the Sociological and Demographic Study of Divorce, Paris, 2-4 October 2014.

(2013), « Quel apport de l'analyse économique à la justification et à la mise en œuvre de la prestation compensatoire et de la pension alimentaire pour enfant ? » (avec M. Doriat-Duban et B. Jeandidier), XXXIII^e Journées de l'Association d'économie sociale, Université Paris-Est, 12-13 septembre 2013.

(2013), « La solvabilisation des plans d'aide APA comme outil décentralisé d'assurance et de redistribution » (avec A. Gramain), Journée du Beta, 22 mars.

-présentées par co-auteurs

(2016), « Les justifications économiques théoriques de la prestation compensatoire » (avec M. Doriat-Duban), ANR COMPRES, *Les conséquences économiques de la rupture, la prestation compensatoire en question*, Aubervilliers, 7 octobre 2016,

(2014), « Law and Economics of Alimony: marriage or divorce? » (avec M. Doriat-Duban), Workshop "Economics and the Law in Europe in the 20th century – History and Methodology", Paris, octobre 2014.

(2013), « Les transferts monétaires fixés en cas de divorce : une approche économique en termes d'efficacité et d'équité » (avec B. Jeandidier, Communication aux XXXIII^e Journées de l'AES, Marne-la-vallée, septembre 2013.

(2013), « The French public scheme for the financing of long-term care for the disabled elderly living at home as a decentralised insurance and redistribution tool», (avec A. Gramain), Journée d'étude *Analysing the political economy of household services in Europe*, organisée par le CEVIPOF, Paris, 3-4 octobre 2013

(2013), « Accès à la justice et aide juridictionnelle lors de divorces contentieux » (avec J. Mansuy et B. Jeandidier), XXXIII^e Journées de l'Association d'économie sociale, Université Paris-Est, 12-13 septembre 2013.

○ COMMUNICATIONS INSTITUTIONNELLES (INVITATION)

(2023), « Que peut-on attendre de la mise en place de barèmes judiciaires ? Ce que nous apprennent les travaux en économie du droit », Conférence Ecole Nationale de la Magistrature, Bordeaux, 4 Janvier 2023

(2016), « Ruptures familiales : la place de la prestation compensatoire » (avec I. Sayn), Conférence du Haut Conseil à la Famille (HCF), Paris, 12 mai 2016.

(2016), « Présentation de la recherche COMPRES » (avec I. Sayn), Séminaire Caisse nationale des Allocations Familiales, Paris, 30 juin 2016

(2015), « Les conséquences économiques des décisions de divorce » (avec I. Sayn), Conférence Ecole Nationale de la Magistrature, Bordeaux, 21 octobre 2015.

(2015), « La couverture des coûts du divorce: le rôle de la famille, de l'Etat et du marché » (avec M. Doriat-Duban), Colloque du Haut Conseil à la Famille (HCF) « Les ruptures familiales : affaire publique, affaire privée ? », Paris, 9 juin 2015.

RAPPORTS

○ **RAPPORT INSTITUTIONNEL**

[F1] THELOT C., BOURREAU-DUBOIS C., CHAMBAZ C. (2016), « Les ruptures familiales et leurs conséquences : 30 recommandations pour en améliorer la connaissance », Rapport d'un groupe de travail du Cnis rattaché à la Commission « Démographie et questions sociales », 84 pages

○ **RAPPORT DE RECHERCHE**

- [F2] BOURREAU-DUBOIS C. (resp. sc.), DEFFAINS B., DESRIEUX C., DORIAT-DUBAN M., ESPINOSA R. JEANDIDIER B., MANSUY RAY J.-C., (2019), « La barémisation de la justice : l'apport de l'économie du droit », rapport pour le compte du GIP Mission recherche Droit et justice. 450 pages. ; rapport téléchargeable depuis <http://www.gip-recherche-justice.fr/publication/la-baremisation-de-la-justice-une-approche-par-lanalyse-economique-du-droit/> (hal-02978365) synthèse : [Actu-Recherche-n°7-OFFESET-Avec-lien-1.pdf \(gip-recherche-justice.fr\)](#)
- [F3] BILLAUD S., BOURREAU-DUBOIS C., GRAMAIN A. (resp.sc), LIM H., WEBER F., XING J., (2012) « La prise en charge de la dépendance des personnes âgées à domicile : les dimensions territoriales de l'action publique », rapport de recherche pour la MIRE (ministère des affaires sociales), 90 pages + annexes, mai 2012.
- [F4] BOURREAU-DUBOIS C. (resp. sc.), SAYN I (resp. sc.), JEANDIDIER B., DE JONG N., MOREAU C. ET MUNOZ-PEREZ B., (2011), « Évaluation de la mise en place d'une table de référence pour le calcul de la contribution à l'entretien et à l'éducation des enfants », rapport pour le compte du GIP Mission recherche Droit et justice et de la Caisse nationale des Allocations familiales, 174 pages.
Rapport téléchargeable depuis <http://www.gip-recherche-justice.fr/publication/valuation-du-mo- de-calcul-de-la-contribution-lentretien-et-l-ducation-des-enfants-avant-sa-gnralisation/>
- [F5] BARDOUT J-C, BOURREAU-DUBOIS C, SAYN I. (2008), « Fixer le montant de la contribution à l'entretien et à l'éducation des enfants. Proposition d'un outil d'aide à la décision », note d'expertise réalisée pour le compte de la DACS, 47 pages.
- [F6] BOURREAU-DUBOIS C. (resp. sc), DEFFAINS B. (resp. sc.), Myriam DORIAT-DUBAN, Samuel FERREY, Éliane JANKELIOWITCH-LAVAL, Yannick GABUTHY, Eve-Angeline LAMBERT, Éric LANGLAIS et Jean-Claude RAY, (2008), « Analyse économique du droit du travail », pour le compte de la DARES, rendu en mars 2008, 423 pages.
- [F7] BOURREAU-DUBOIS C (resp.sc), DEFFAINS B. (resp. sc), Myriam DORIAT-DUBAN, Éliane JANKELIOWITCH-LAVAL, Bruno JEANDIDIER, Ouarda KHELIFI, Éric LANGLAIS et Jean-Claude Y, (2003), « Les obligations alimentaires vis-à-vis des enfants de parents divorcés. Une analyse économique au service du droit », pour le compte de la Mission Recherche « Droit et Justice » du Ministère de la Justice et de la Mission Recherche (MiRe) du Ministère de l'Emploi et de la Solidarité, rendu en décembre 2003, 335 pages.
-

ACTIVITES D'ENSEIGNEMENT (à l'Université Nancy 2 puis de Lorraine, sauf mention contraire)**CHARGE D'ENSEIGNEMENT ANNUEL DEPUIS 3 ANS: ENVIRON 180 HETD****ECONOMIE DE LA PROTECTION SOCIALE-ECONOMIE DU TRAVAIL**

Enseignement	CM/TD	Volume horaire	Niveau	Filière	Période
Mécanismes socio-économiques de la pauvreté	CM	10	M2	AES	2002 à 2018
Systèmes comparés de protection sociale	CM	10	L3 Pro	AES	2006 à 2010
Protection sociale	CM	39	L3	AES	2006 à 2010
Analyse économique de la protection sociale	CM	8	L3	AES	2008-09 à 2011-12
Analyse économique des politiques sociales	CM	36 puis 24	L3	Sc. Eco/ Droit-Eco	Depuis 2010
Economie et droit de la santé	CM	2	DU	Droit médical	2010-2018
Economie du marché du travail	CM	24	M1	Sc. Eco	2009-10
Economie du travail	CM	24	L3	Sc. Eco	Depuis 2018
Fiscalité et redistribution	CM	20	M1	Parcours MEEF	2009-2018

ECONOMIE GENERALE-POLITIQUE ECONOMIQUE

Enseignement	CM/TD	Volume horaire	Niveau	Filière	Période
Macroéconomie	TD	/	L3 L1	Sc. Eco AES	1994-95 à 1996-97 1997-98
Microéconomie	TD	/	L2 L1	AES Sc.Eco	1996-97 1998-99
Politique économique	TD	/	L3 L3	Sc.Eco AES	1994-96 1999-2000 à 2004-05
	CM	28 puis 21	L3	AES	1999-2000 à 2011-12 ; 2013-2018
Problèmes économiques contemporains	CM	14 puis 27	M1	AES	2005-06 à 2011-12
Economie des organisations	CM	21	L3	Sc. Eco	1999-2000 à 2002-03
Economie européenne	CM	24	L1	Sc. Eco	2005-06 à 2011-12 ; depuis 2014
Institutions économiques	CM	24	L1	Sc. Eco	Depuis 2019
Démographie	CM	20	L1	Sc. Eco	2013-2018
Initiation à l'économie	CM	42	L1	Droit	1998 à 2006

OUTILS METHODOLOGIQUES

Enseignement	CM/TD	Volume horaire	Niveau	Filière	Période
Statistiques	TD	/	L1	Sc. Eco	1998-99
Techniques d'enquêtes	CM/TD	20	L3	Sc. Eco	2006-07 à 2011-12
Méthodologie	TD	/	L3	Sc. Eco	1999-2000 à 2004-05 ;

					2013-17
Préparation aux oraux du CAPES	TD	12	M1	Parcours MEEF	2016-2018

SEMINAIRE

Enseignement	Niveau	Filière	Période
Analyse microéconomique de l'impact des revenus de transferts (10h)	M2	Sc. Eco	2001-2003
Séminaire de recherche (15h) co-animation avec A. Gramain	M2	Sc. Eco	2009-10 à 2010-11 1998-99
Séminaire méthodologique sur la rédaction de la thèse (3h)	Doctorat	Droit/Sc. Eco/gestion	2007-08 à 2011-12
Economie du droit du divorce (3h)	Doctorat	Droit/Sc. Eco/gestion	2013-2014
Social Problems and Reforms seminar Workshop Reading and Research seminar (Master Impalla, Luxembourg)	Master		2003-04 à 2007-08

AUTRES

	Période
Encadrement de mémoires de Master (M1 et M2 en économie et en AES) à raison d'environ 1 à 2 tous les ans	1999- 2010
Conférences de méthodes en économie, Sciences-Po. Paris, 1er cycle franco-allemand délocalisé à Nancy, conférences de méthodes 28h	2007
Conception de fiches de cours pour les étudiants préparant le concours interne de l'ONF (pour le compte de l'UFR AES)	2005-2006 et 2007-2008
Accompagnatrice VAE en vue de l'obtention du M2 Chargé d'études économiques en politiques sociales et de santé (2012-2013
Intervention (3h) auprès des auditeurs de 1 ^{ère} année de l'Ecole Nationale de la Magistrature dans le cadre de leur formation, Bordeaux	2016 ; 2017 ; 2018
Encadrement mémoires (individuels ou collectifs) d' étudiants en L3 partis dans une université étrangère //M1 ingénieurs inscrits en master d'économie : 1 à 2/semestre	Depuis 2015